

Rapport de l'honorable Marilou McPhedran au Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration sur le voyage international effectué aux fins d'activités parlementaires en Thaïlande du 3 au 12 janvier 2018

Contexte et objectif du voyage

À l'invitation de Son Excellence Donica Pottie, ambassadrice du Canada auprès du Royaume de Thaïlande, du Cambodge et du Laos, je me suis rendue en Thaïlande afin de soutenir les efforts déployés par le Canada pour promouvoir les droits des femmes et des filles dans cette région. Les engagements officiels se déroulaient du 3 au 12 janvier 2018. J'ai été invitée à ces activités en raison de mon expertise reconnue dans les domaines du droit international relatif aux droits de la personne, du programme « Femmes, paix et sécurité » (FPS) du Conseil de sécurité des Nations Unies et des thèmes connexes, c'est-à-dire la consolidation de la paix, la traite des personnes et l'architecture de la gouvernance mondiale.

Cette visite donnait également l'occasion de souligner le rôle du Sénat du Canada et le leadership du gouvernement canadien en matière de renforcement du pouvoir des femmes et des filles. J'ai eu le privilège de présenter des exposés et de rencontrer des membres du corps diplomatique basé dans la région, des dignitaires et des fonctionnaires thaïlandais, des dirigeants de la société civile, des représentants des Nations Unies et des universitaires pour discuter du travail du Sénat et de mes fonctions de sénatrice ainsi que pour mettre à profit mon expertise au sein de certaines disciplines. La plupart des interactions qui ont eu lieu pendant ma visite étaient prévues par l'ambassade du Canada et visaient à soutenir les initiatives multilatérales du Canada en Thaïlande et au Cambodge.

Rapport d'activité

Le 3 janvier, j'ai rejoint la conseillère pour les affaires politiques et économiques Ayesha Rekhi et l'ambassadrice Pottie à l'ambassade du Canada afin de discuter de mon itinéraire et d'être informée des objectifs liés aux activités prévues. Le 4 janvier, je me suis rendue à Chiang Mai pour rencontrer des chercheurs et des militants du Forum Asie-Pacifique sur les femmes, le droit et le développement (APWLD) afin d'examiner des rapports sur la situation des femmes dans la région Asie-Pacifique et discuter des priorités établies pour la tenue prochaine de la conférence de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW62) à New York en mars 2018, à laquelle j'assisterai (en compagnie de 15 étudiants dont je facilite la participation). Le 5 janvier, j'ai rencontré des représentantes d'ONU Femmes au bureau des Nations Unies à Bangkok pour recevoir des renseignements sur le programme de travail de l'Asie-Pacifique. Le 6 janvier, je me suis entretenue avec la représentante de la Thaïlande pour la Commission sur la promotion et la protection des droits des femmes et des enfants de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est, la professeure Ratchada Jayagupta, et avec le lieutenant-colonel de police Chachvan Bunmee (un ancien sénateur thaïlandais) pour connaître le travail accompli par chacun en vue de changer l'approche de la Thaïlande à l'égard de la traite de personnes, notamment la traite des enfants aux fins d'exploitation sexuelle. Le dimanche 7 janvier, je me suis installée

dans la résidence officielle de l'ambassadrice du Canada en Thaïlande — cette dernière m'y avait invitée en raison du programme très chargé de réunions et d'événements prévus par l'ambassade du 8 au 12 janvier 2018, qui exigeait que je présente des exposés à de nombreuses occasions.

Le lundi 8 janvier, j'ai rencontré des représentants canadiens (de la GRC et de l'ambassade) qui m'ont informée des efforts déployés pour lutter contre la traite de personnes dans la région et des liens existants avec la traite de personnes au Canada. En après-midi, avec l'ambassadrice Pottie, j'ai rencontré le ministre du Développement social et de la Sécurité humaine du gouvernement royal thaïlandais et d'autres fonctionnaires thaïlandais pour discuter du rapport de surveillance récemment publié par l'organe de surveillance de l'application des traités des Nations Unies dans le cadre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Ce même après-midi, j'ai également pu m'entretenir avec Son Excellence Monsieur Virasakdi Futrakul, sous-ministre des Affaires étrangères au sein du gouvernement royal thaïlandais (et anciennement ambassadeur au Canada) pour discuter de domaines d'intérêt commun en matière d'avancement du programme « Femmes, paix et sécurité » des Nations Unies. En soirée, j'ai assisté à la cérémonie de remise de prix N-Peace, j'ai donné un exposé et j'ai rencontré des membres du personnel de consolidation de la paix dans la région.

Le 9 janvier, j'ai été invitée à donner une conférence sur le cadre juridique du programme FPS pendant l'atelier N-Peace organisé par l'Institute for Inclusive Security, et j'ai participé à une table ronde avec des membres du Programme des Nations Unies pour le développement de la région Asie-Pacifique ainsi que des membres de la société civile.

Du 9 au 11 janvier, j'ai pris part à plusieurs activités et présenté des exposés pour FemParl, un forum organisé par le Canada qui vise à encourager la participation politique des femmes dans la région Asie-Pacifique. Aux événements FemParl, j'étais la première conférencière à prendre la parole lors de la séance d'ouverture, j'ai animé certaines discussions en groupe, j'ai rencontré des femmes haut placées au sein des Nations Unies, et j'ai participé à des ateliers sur l'émancipation des femmes comme facteur de changement.

Le matin du 12 janvier, à l'invitation de l'ambassadrice Pottie, j'ai eu la chance d'assister à une réunion privée qu'elle organisait pour d'autres ambassadeurs et leurs remplaçants désignés afin qu'ils puissent rencontrer des défenseurs des droits de la personne cambodgiens ayant demandé l'asile. Au dernier après-midi de mon itinéraire, à l'invitation du gouvernement royal thaïlandais, je me suis rendue, au nom du Canada, en visite officielle au Centre des opérations de maintien de la paix de la Thaïlande pour y rencontrer des instructeurs militaires et coprésider une table ronde portant sur les expériences fructueuses et les possibilités d'élargir le rôle du personnel féminin de maintien de la paix thaïlandais pour promouvoir le programme « Femmes, paix et sécurité » des Nations Unies.

Prochaines étapes

Bien que le Canada soit naturellement préoccupé par le fait que la Thaïlande est actuellement gouvernée par un régime militaire, l'ambassade a accueilli ma présence comme une occasion d'approfondir les discussions sur la promotion des droits des femmes et des filles. Le pays s'emploie maintenant à mettre en œuvre sa stratégie nationale pour l'avancement des femmes, et les propos tenus par les représentants du gouvernement laissent croire qu'il y a une réelle volonté de renforcer l'équivalent thaïlandais d'un plan d'action national pour l'application des principes décrits dans la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies (adoptée en 2000). Il a été convenu avec l'ambassade du Canada au Royaume de Thaïlande que je demeurerai disponible pour offrir mon aide selon les besoins afin de soutenir les efforts de la Thaïlande en matière de promotion des droits des femmes et des filles et pour faciliter la mise en œuvre du programme FPS. De plus, je prendrai la parole dans plusieurs événements relatifs à la prochaine session annuelle de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, à commencer par la consultation du Comité d'ONG sur la condition de la femme (NGO CSW) qui se tiendra le 11 mars 2018, et j'ai accepté de me libérer pour rencontrer la délégation thaïlandaise afin d'assurer le suivi des réunions qui ont eu lieu au cours de ma visite en janvier ainsi que des réunions antérieures auxquelles j'ai assisté, à la demande des responsables thaïlandais, à l'occasion de la Réunion des ministres de la Défense en novembre 2017 à Vancouver. Lors de tous mes échanges avec des experts individuels ou des organisations rencontrés au cours de ma visite en janvier, j'ai accepté d'agir à titre de personne-ressource et d'offrir mon soutien à leurs efforts de défense des droits de la personne, s'ils m'en faisaient la demande.

Conclusion

Le Canada est connu mondialement pour sa défense des droits de la personne et sa relativement récente politique étrangère féministe en matière de développement international. D'ailleurs, le Canada a dernièrement lancé son Plan d'action national 2017-2022 pour la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité. C'est là une preuve de l'engagement continu du Canada à s'assurer que les femmes soient présentes à la table des décisions lorsqu'il est question de consolidation de la paix et de respect des droits de la personne. En tant qu'experte reconnue dans ce domaine, j'ai été ravie d'assister à la Réunion des ministres de la Défense à Vancouver (novembre 2017), de participer à la table ronde avec la société civile tenue par la ministre Freeland en janvier 2018 au sujet de la crise dans la péninsule coréenne et d'être invitée à appuyer le programme diplomatique de l'ambassade du Canada à Bangkok en matière de promotion des droits de la personne et du programme « Femmes, paix et sécurité ».

Même s'il n'a pas été élu démocratiquement, le gouvernement de la Thaïlande a pris des engagements pour la mise en œuvre du programme FPS fondé sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, ce qu'il fera au moyen d'un ensemble de lignes directrices et de mesures nationales, semblables à un plan d'action national. Il reste toutefois encore beaucoup de travail à faire pour garantir l'avancement du programme FPS. Le Canada peut fournir un certain appui, le cas échéant, en collaborant avec le gouvernement thaïlandais ou la société civile et en

facilitant les événements et les possibilités de formation en lien avec les femmes, la paix et la sécurité, en particulier pour les dirigeants de la société civile en Thaïlande et dans la région.

Au cours de mon voyage en Thaïlande, j'ai eu la chance d'échanger avec plusieurs personnes et à en apprendre plus sur les progrès accomplis par la Thaïlande en matière de soutien aux femmes et aux filles. Je crois que j'ai pu apporter une valeur ajoutée à notre présence diplomatique dans la région, en soulignant l'importance du Sénat au sein de notre démocratie et notre engagement national à promouvoir les droits de la personne. Dans mon rapport public, j'ai inclus la citation suivante de l'ambassadrice Pottie :

« L'une des priorités de l'ambassade du Canada en Thaïlande est l'égalité entre les sexes, notamment les femmes, la paix et la sécurité, et la mission essaie de garder ces enjeux à l'avant-plan », a indiqué l'ambassadrice du Canada Donica Pottie. « Nos efforts ont profité d'un réel essor lorsque la sénatrice McPhedran s'est rendue en visite à Bangkok pour la remise des prix de consolidation de la paix et le programme de formation N-Peace ainsi que pour la troisième édition d'une initiative canadienne, FemParl, réunissant des jeunes femmes dynamiques du Sud et du Sud-Est de l'Asie qui sont actives dans la sphère politique. Elle a été une interlocutrice essentielle à ces deux événements, et les participants ont beaucoup apprécié sa présence et son expertise. »

Rapport sur le budget

Dates de déplacement

- Voyage du Canada jusqu'à Bangkok : les 28 et 29 décembre 2017
- Temps personnel passé à Bangkok : les 30 et 31 décembre 2017 ainsi que les 1^{er}, 2 et 13 janvier 2018 (soit 5 jours).
- Voyage de retour vers le Canada : le 14 janvier 2018.

Rapport de dépenses

Dépense	Détails	Budget (approuvé par le CIBA)	Montant réel
Transport aérien		4 429 \$	3 063,80 \$
	Frais de changement de vol*	–	150 \$
	Excursion d'une journée à Chiang Mai	–	272,41 \$
Hébergement**		850 \$	239,16 \$
Transport terrestre		250 \$	75,77 \$
Indemnités quotidiennes***		970 \$	124,52 \$
	Total	6 899 \$	3 925,66 \$

*Des frais de changement de vol ont été requis, car j'ai été informée de la tenue de la réunion des ministres des Affaires étrangères à Vancouver les 15 et 16 janvier 2018, et j'ai dû modifier mes réservations de vols pour être en mesure d'y participer et d'assister à un certain nombre d'autres événements ces deux jours-là.

**Des dépenses en hébergement hôtelier sont réclamées uniquement pour la nuit de mon arrivée, le 29 décembre 2017, car j'ai demeuré à la résidence officielle de l'ambassadrice pendant mes journées de travail et dans la résidence privée d'un membre de ma famille pendant mes jours de congé personnel.

***Les indemnités quotidiennes (déjeuner, dîner, souper et frais accessoires) sont réclamées seulement pour l'excursion d'une journée à Chiang Mai étant donné que tous les autres repas étaient fournis à la résidence officielle et à mes frais pendant mes jours de congé personnel.



Signature

Le 15 février 2018

Date